



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Credoc

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Credoc

142 rue du Chevaleret - 75013 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Credoc

142 rue du Chevaleret - 75013 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association Credoc,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Credoc relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 5 mai 2026

KPMG SA

Yves Delmas

Associé

Bilan Actif

Période du 01/01/25 au 31/12/25

CREDOC

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	22 151	22 151		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	22 151	22 151		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	967 982		967 982	967 982
Constructions	1 002 537	707 637	294 900	333 211
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	876 039	765 756	110 283	143 729
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	156 277		156 277	156 277
TOTAL immobilisations corporelles :	3 002 835	1 473 393	1 529 442	1 601 199
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	3 000		3 000	3 000
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières :	3 000		3 000	3 000
ACTIF IMMOBILISÉ	3 027 986	1 495 544	1 532 442	1 604 199
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services	305 195		305 195	488 849
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :	305 195		305 195	488 849
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	6 962		6 962	3 709
Créances clients et comptes rattachés	963 866		963 866	490 465
Autres créances	1 217 828		1 217 828	1 200 324
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	2 188 655		2 188 655	1 694 498
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	3 250 236		3 250 236	3 446 510
Charges constatées d'avance	40 789		40 789	36 291
TOTAL disponibilités et divers :	3 291 024		3 291 024	3 482 801
ACTIF CIRCULANT	5 784 874		5 784 874	5 666 148
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	8 812 860	1 495 544	7 317 317	7 270 347

Bilan Passif

Période du 01/01/25 au 31/12/25

CREDOC

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	381 123	381 123
Report à nouveau	5 440 686	5 342 172
Résultat de l'exercice	12 288	98 514
TOTAL situation nette :	5 834 096	5 821 808
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	5 834 096	5 821 808
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	169 644	231 475
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	267 963	145 793
Dettes fiscales et sociales	833 033	773 517
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 176	1 090
TOTAL dettes diverses :	1 111 172	920 400
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	202 405	296 664
DETTES	1 483 220	1 448 539
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	7 317 317	7 270 347

Compte de Résultat (Première Partie)

CREDOC

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	3 139 414		3 139 414	2 778 024
Production vendue de services	18 933		18 933	34 807
Chiffres d'affaires nets	3 158 347		3 158 347	2 812 832
Production stockée			(119 473)	472 845
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			462 846	384 210
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges				8 968
Autres produits			47	80
PRODUITS D'EXPLOITATION			3 501 767	3 678 936
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]				
Autres achats et charges externes			1 128 222	1 090 793
TOTAL charges externes :			1 128 222	1 090 793
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			78 458	82 290
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			1 876 092	1 990 434
Charges sociales			874 102	930 469
TOTAL charges de personnel :			2 750 194	2 920 903
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			83 358	96 057
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			83 358	96 057
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			3 632	23
CHARGES D'EXPLOITATION			4 043 865	4 190 065
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(542 098)	(511 129)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

CREDOC

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(542 098)	(511 129)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	69 237	116 021
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	69 237	116 021
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RÉSULTAT FINANCIER	69 237	116 021
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(472 861)	(395 108)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		62 720
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
		62 720
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		32 354
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		489
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
		32 843
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL		29 877
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(485 149)	(463 745)
TOTAL DES PRODUITS	3 571 004	3 857 676
TOTAL DES CHARGES	3 558 716	3 759 163
BÉNÉFICE OU PERTE	12 288	98 514

ANNEXES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 7 317 317 €, et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 3 501 767 €, dégageant un excédent de 12 288,02 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'objet social de l'association CRÉDOC (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie) est de :

- ✓ Faire toute étude sur les conditions de vie de la population ;
- ✓ Promouvoir toute recherche statistique, économique, sociologique ou psychosociologique sur la consommation, les besoins, les aspirations et les conditions de vie de la population ;
- ✓ Développer des actions de formation.

Et en général, entreprendre toute étude sur des sujets intéressant, directement ou indirectement, la satisfaction des besoins et des aspirations et l'amélioration des conditions de vie de la population.

L'association a vocation à prendre des participations, après avis de la personne chargée du contrôle économique et financier, dans tous Groupement d'intérêt Public (GIP) ou société poursuivant en totalité ou en partie le même objet.

Elle peut faire apport de tout ou partie de ses actifs à une telle société en échange de titres de participations.

Pour réaliser son objet social, le CRÉDOC dispose des ressources suivantes :

- De subventions publiques et privées qui peuvent lui être accordées ;
- De facturations pour services rendus, en particulier à l'occasion de l'exécution de contrats d'études et de recherche, d'organisation d'activités de formation ou de ventes de rapports et autres publications.
- De revenus de placements financiers.

Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2025 est caractérisée par un bénéfice net de +12.288 €. Pour la neuvième année consécutive, les comptes du CREDOC sont positifs avec un excédent cumulé de 4,347 millions d'euros sur la période 2017-2025. Notre trésorerie reste solide (3.250.236€), consolidée par une gestion prudente et l'absence d'endettement grâce à la propriété des locaux.

En 2025, nous sommes parvenus à l'équilibre financier malgré un début d'exercice commercial plus difficile que les années précédentes, en raison des répercussions persistantes de l'instabilité politique et du ralentissement de la commande publique. Cette performance s'explique par une gestion rigoureuse des coûts (frein sur les dépenses de personnel et maîtrise des frais généraux) et une adaptation stratégique : séminaires internes, formations commerciales (notamment via LinkedIn), et réflexion sur l'évolution du site internet pour renforcer l'attractivité auprès de nos clients.

La diversification du portefeuille clients se poursuit, avec une légère progression de la part du secteur privé (environ 40 % en 2026, contre 30 % les années précédentes). En 2025, le CREDOC a mené 133 contrats d'étude et de recherche pour des partenaires prestigieux, publics et privés, couvrant des sujets variés : évaluation des impacts socio-économiques des Jeux Olympiques, études sur les diasporas africaines (Orange), ou encore des travaux sur les temps de l'enfant (CESE) et les sources de joie au domicile (Ikéa). Les enquêtes emblématiques, comme celle sur les besoins en main-d'œuvre pour France Travail (450 000 entreprises interrogées), celle sur les conditions de vie et les aspirations des Français, ou encore celle sur les tendances de consommation confirment la pérennité de l'expertise du CREDOC et son ancrage dans les débats publics.

Sur le plan scientifique, le Conseil scientifique a salué la qualité des travaux et la collaboration renforcée entre les équipes, tout en encourageant une publication plus fréquente des résultats, sous réserve des contraintes de confidentialité imposées par certains clients.

L'exercice 2025 a aussi été marqué par une réflexion approfondie sur l'usage de l'intelligence artificielle : si les outils d'IA sont désormais intégrés pour des tâches techniques (traduction, codage, reformulation), le CREDOC réaffirme son refus de substituer des réponses "synthétiques", produites par les IA, aux réponses humaines, en raison des biais et inexactitudes observés. Cette position, partagée par la communauté scientifique, communiquée en toute transparence à nos clients, vise à garantir la qualité méthodologique qui fait la réputation de notre institution.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Néant

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règlements suivants :

- ✓ Règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général.
- ✓ Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, applicable aux associations concernées à compter du 1er janvier 2020.
- ✓ Règlement ANC 2020-08 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- ✓ Règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 applicable au 1er janvier 2025
- ✓ Règlement N° 2023-03 du 7 juillet 2023, modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

La nouvelle norme comptable ANC 2022-06 applicable aux comptes de l'exercice 2025 a notamment introduit un changement dans le mode de comptabilisation des indemnités liées aux charges de personnel. Celles-ci sont désormais enregistrées au crédit du compte 649000 alors qu'elles étaient auparavant comptabilisées en transferts de charges (791000).

Ce changement permet de faire apparaître un total de frais de personnel net des remboursements obtenus. L'impact sur les comptes 2025 se chiffre à 6.845 €, principalement constitués des prises en charge formation effectués par l'OPCO (4.834 €).

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

Immobilisations

Période du 01/01/25 au 31/12/25

CREDOC

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	37 369		
TOTAL immobilisations incorporelles :	37 369		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	967 982		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	1 002 537		
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	628 752		1 625
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	266 132		9 976
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	156 277		
TOTAL immobilisations corporelles :	3 021 680		11 601
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	3 000		
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL immobilisations financières :	3 000		
TOTAL GÉNÉRAL	3 062 048		11 601

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		15 217	22 151	
TOTAL immobilisations incorporelles :		15 217	22 151	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			967 982	
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			1 002 537	
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers			630 377	
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		30 446	245 661	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes			156 277	
TOTAL immobilisations corporelles :		30 446	3 002 835	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			3 000	
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :			3 000	
TOTAL GÉNÉRAL		45 663	3 027 986	

Amortissements

CREDOC

Période du 01/01/25 au 31/12/25

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	37 369		15 217	22 151
TOTAL immobilisations incorporelles :	37 369		15 217	22 151
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	669 326	38 311		707 637
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers	501 879	35 763		537 642
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	249 276	9 284	30 446	228 114
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	1 420 481	83 358	30 446	1 473 393
TOTAL GÉNÉRAL	1 457 850	83 358	45 663	1 495 544

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

	1er janvier	Augmentation	Diminution	Affectation du résultat	31 décembre
Réserves	381 123 €				381 123 €
Report à nouveau	5 342 172 €			98 514 €	5 440 686 €
Excédent ou déficit de l'exercice	98 514 €	12 288 €		- 98 514 €	12 288 €
Total	5 821 808 €	12 288 €			5 834 096 €

État des Échéances des Créances et Dettes

CREDOC

Période du 01/01/25 au 31/12/25

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	963 866	963 866	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices	948 894	948 894	
État - Taxe sur la valeur ajoutée	46 574	46 574	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 000	2 000	
État - Divers	220 360	189 360	31 000
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
TOTAL de l'actif circulant :	2 181 693	2 150 693	31 000
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	40 789	40 789	
TOTAL GÉNÉRAL	2 222 482	2 191 482	31 000

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	267 963	267 963		
Personnel et comptes rattachés	315 816	315 816		
Sécurité sociale et autres organismes	215 154	215 154		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	286 359	286 359		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	15 703	15 703		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	10 176	10 176		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	202 405	176 849	25 556	
TOTAL GÉNÉRAL	1 313 577	1 288 021	25 556	

Capacité d'Autofinancement

CREDOC

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RUBRIQUES	31/12/2025	31/12/2024	Variation
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	(455 155)	(424 098)	(31 057)
+ Transfert de charges d'exploitation			
+ Autres produits d'exploitation	47	80	(33)
- Autres charges d'exploitation	3 632	23	3 610
+ Quote part de résultat sur opérations en commun			
+ Produits financiers	69 237	116 021	(46 784)
- Charges financières			
+ Produits exceptionnels		62 720	(62 720)
- Charges exceptionnelles		32 354	(32 354)
- Participation des salariés			
- Impôts sur les bénéfices	(485 149)	(463 745)	(21 404)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	95 646	186 091	(90 445)

Soldes Intermédiaires de Gestion

Période du 01/01/25 au 31/12/25

CREDOC

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2025	%	Net (N-1) 31/12/2024	%
Ventes de marchandises				
- Coût d'achat des marchandises				
MARGE COMMERCIALE				
Production vendue	3 158 347	100,00	2 812 832	100,00
+ Production stockée	64 181	2,0321	472 845	16,8103
- Déstockage de production	183 654			
+ Production immobilisée				
PRODUCTION DE L'EXERCICE	3 038 874	96,2172	3 285 677	116,8103
CHIFFRE D'AFFAIRES	3 158 347	100,00	2 812 832	100,00
- Consommation en provenance des tiers	1 128 222	35,7219	1 090 793	38,7792
VALEUR AJOUTÉE	1 910 652	60,4953	2 194 884	78,0311
+ Subventions d'exploitation	462 846	14,6547	384 210	13,6592
- Impôts et taxes	78 458	2,4642	82 290	2,9255
- Charges de personnel	2 750 194	87,077	2 920 903	103,8421
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	(455 155)	-14,4112	(424 098)	-15,0773
+ Reprises et transferts de charges			8 968	0,3188
+ Autres produits	47	0,0015	80	0,0029
- Dotations aux amortissements et provisions	83 358	2,6393	96 057	3,415
- Autres charges	3 632	0,115	23	0,0008
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(542 098)	-17,164	(511 129)	-18,1713
+ Quote part opérations en commun				
+ Produits financiers	69 237	2,1922	116 021	4,1247
- Quote part opérations en commun				
- Charges financières				
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(472 861)	-14,9718	(395 108)	-14,0466
Produits exceptionnels			62 720	2,2298
- Charges exceptionnelles			32 843	1,1676
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			29 877	1,0622
- Participation des salariés				
- Impôt sur les bénéfices	(485 149)	-15,3608	(463 745)	-16,4868
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	12 288	0,3891	98 514	3,5023
Produits de cession d'éléments d'actif				
- Valeur comptable éléments cédés			489	0,0174
PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS			(489)	-0,0174

Evaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

En 2009, lors de l'acquisition de ses locaux, le CRÉDOC a sollicité un expert afin de déterminer la valeur d'entrée des principaux composants constituant l'ensemble immobilier.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie estimée.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	linéaire	1 à 3 ans
Matériel de bureau et matériel informatique	linéaire	1 à 10 ans
Mobilier de bureau	linéaire	3 à 10 ans
Agencements et installations	linéaire	2 à 25 ans
Immeuble :		
- Structure	linéaire	25 ans
- Electricité	linéaire	20 ans
- Cloisons et portes	linéaire	15 ans
- Faux plafonds	linéaire	15 ans
- Sols	linéaire	15 ans
- Sanitaires	linéaire	15 ans
- Sous station de chauffage	linéaire	15 ans

Evaluation des produits et en-cours

Les prestations en cours de réalisation à la date de clôture sont portées à l'actif du bilan pour leur coût de revient, qui comprend notamment la valorisation des temps imputés par les collaborateurs du CRÉDOC sur chaque étude, les frais de sous-traitance et une quote-part de frais généraux.

A la clôture de l'exercice 2025 ces prestations en cours s'élèvent à 233 785 € contre 353 258 € au 31 décembre 2024.

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
En-cours positif	305 195 €	488 849 €
En-cours négatif	-71 410 €	-135 591 €
Solde	233 785 €	353 258 €

Les bénéfices provenant de la réalisation des études sont comptabilisés lorsque celles-ci sont terminées et livrées au client. Les acomptes perçus des organismes bénéficiaires des prestations sont portés au passif du bilan et se présentent sous l'intitulé "Avances et acomptes reçus".

Le cas échéant, des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, lesquelles sont évaluées au cas par cas en fonction des caractéristiques de chaque étude.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances d'exploitation du CRÉDOC concernent principalement des organismes publics pour lesquels l'association ne supporte pas de risque de crédit significatif.

Toutefois, lorsque les créances présentent un risque de non-recouvrement, par suite de litiges ou de difficultés financières du débiteur, elles font l'objet de dépréciations dont les montants sont appréciés en fonction de la situation de chaque débiteur.

Disponibilités

Le poste disponibilités se compose de :

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Banques	527 583 €	640 287 €
Comptes de placement à court terme	2 719 585 €	2 801 775 €
Intérêts courus à recevoir	2 901 €	4 271 €
Caisses	167 €	177 €
Total disponibilités à l'actif	3 250 236 €	3 446 510 €

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan :

	2025	2024
Disponibilités (intérêts courus sur placements)	2 901 €	4 271 €

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan :

	2025	2024
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106 749 €	75 752 €
Dettes fiscales et sociales	431 001 €	453 356 €
Total	537 750 €	529 108 €

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance :

	2025	2024
Charges d'exploitation	40 789 €	36 291 €

Produits constatés d'avance :

	2025	2024
Produits d'exploitation	202 405 €	296 664 €

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

Ventilation des subventions

Subventions par origine :

	2025	2024
Subvention DGCCRF	203 985 €	221 723 €
Subventions ADEME, CNRS, ANR, CDC, DARES	257 440 €	153 487 €
Subventions Agefiph	1 421 €	0 €
Subventions aide à l'apprentissage	0 €	9 000 €
Total	462 846 €	384 210 €

Ventilation du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par catégorie :

	2025	2024
Etudes et recherches effectuées sur contrats	3 096 082 €	2 749 655 €
En-cours de production	- 119 473 €	472 845 €
Interventions et séminaires	43 332 €	28 369 €
Autres produits annexes	11 133 €	5 587 €
Locations rez-de-chaussée immeuble	7 800 €	29 220 €
Total	3 038 874 €	3 285 676 €

Rémunération des dirigeants

Selon l'article 11 des Statuts de l'association, le président peut bénéficier d'une indemnité de fonctions. Le montant de la rémunération allouée peut ne pas être communiqué s'il permet d'identifier la situation d'un membre déterminé.

Effectif moyen en ETP

	2025	2024
Salariés en CDI	26,02	28,35
Salariés en CDD	0,42	0,07
	26,45	28,42
Stagiaires	3,81	2,99
Total	30,25	31,41

L'effectif est présenté ici en équivalent temps plein (ETP) sur l'année.

L'ETP est une unité de mesure proportionnelle au nombre d'heures effectivement travaillées par un salarié.

Elle rapporte cette durée de travail effectif à la durée légale de travail, soit 35 heures par semaine (151,67 heures par mois, 1820 heures par an).

1 salarié à temps plein, présent tout au long de l'année = 1 ETP

1 salarié à mi-temps = 0,5 ETP.

L'association n'emploie pas de personnel intérimaire.

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires facturés par KPMG commissaires aux comptes s'élèvent à 13 817 € ttc au titre du contrôle légal des comptes 2025.

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagement en matière de pensions et retraites

Le CRÉDOC a choisi d'externaliser la gestion de ses indemnités de fin de carrière (IFC) via un contrat souscrit auprès du Groupe MALAKOFF HUMANIS.

La valeur liquidative du fonds ainsi géré s'élève au 31 décembre 2025 à 187 111 € (181 914 € au 31 décembre 2024).

Accroissements et allègements dette future d'impôt

Nature des différences temporaires	Montant
Déficit reportable 2024	791 380 €
Résultat fiscal 2025	-444 778 €
Déficit reportable 2025	1 236 158 €

Par décision du Ministère du Budget en date du 5 mai 2003, l'association est soumise à l'impôt sur les sociétés depuis le 1er janvier 2003 ; par conséquent le CRÉDOC est également soumis à la Contribution Economique Territoriale.

Depuis mai 2008, à la demande du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, et au regard de l'instruction du 16 juin 2006 (BOI 3 A-7-06), la subvention versée par la D.G.C.C.R.F. n'est plus soumise à la T.V.A.

Une note de la Direction Générale des Finances Publiques du 13 janvier 2009, confirme les conséquences pour le CRÉDOC en matière de droit à récupération de la T.V.A. et en matière de taxe sur les salaires. Le CRÉDOC n'a pas déclaré de taxe sur les salaires en 2025.

Les impôts différés ne sont pas enregistrés.

Produits et charges exceptionnels

Produits exceptionnels

Ajustements provisions et charges

2025

2024

0 €

62 720 €

Charges exceptionnelles

Contrôle Urssaf

Charges diverses

Total

2025

2024

0 €

27 457 €

0 €

5 386 €

0 €

32 843 €

Courbe de trésorerie

